

**No. 48515\***

---

**Paraguay  
and  
Switzerland**

**Convention on the transfer of sentenced persons between the Republic of Paraguay and Switzerland. Asunción, 30 June 2009**

**Entry into force:** *15 November 2010 by notification, in accordance with article 24*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Paraguay, 28 April 2011*

\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.

---

**Paraguay  
et  
Suisse**

**Convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre la République du Paraguay et la Suisse. Asunción, 30 juin 2009**

**Entrée en vigueur :** *15 novembre 2010 par notification, conformément à l'article 24*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Paraguay, 28 avril 2011*

\* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**CONVENTION**  
**SUR LE TRANSFÈREMENT**  
**DES PERSONNES CONDAMNEES**  
**ENTRE**  
**LA REPUBLIQUE DU PARAGUAY**  
**ET**  
**LA SUISSE**

La République du Paraguay et la Suisse, dénommées ci-après «Les Parties»;

Désireuses de développer davantage la coopération internationale en matière pénale;

Considérant que cette coopération doit servir les intérêts d'une bonne administration de la justice et favoriser la réinsertion sociale des personnes condamnées;

Désireuses de matérialiser l'objectif précité en tenant compte de l'engagement des deux Etats en matière de promotion et de protection des droits de l'homme;

Considérant que ces objectifs exigent que les étrangers qui sont privés de leur liberté à la suite d'une infraction pénale aient la possibilité de subir leur condamnation dans leur milieu social d'origine;

Considérant que le meilleur moyen d'y parvenir est de les transférer vers leur propre pays,

Sont convenues de ce qui suit:

**Article 1**  
**DÉFINITIONS**

Aux fins de la présente Convention, l'expression:

- a) «condamnation» désigne toute peine ou mesure privative de liberté prononcée par un juge ou un tribunal pour une durée limitée ou, dans le cas de la législation suisse, d'une durée indéterminée, en raison d'une sentence judiciaire définitive;
- b) «jugement» désigne une décision de justice prononçant une condamnation;
- c) «État de condamnation» désigne l'État où a été condamnée la personne qui peut être transférée ou l'a déjà été;

- d) «État d'exécution» désigne l'État vers lequel le condamné peut être transféré ou l'a déjà été, afin d'y subir sa condamnation.

**Article 2**  
**PRINCIPES GÉNÉRAUX**

1. Les Parties s'engagent à s'accorder mutuellement, dans les conditions prévues par la présente Convention, la coopération la plus large possible en matière de transfèrement des personnes condamnées.
2. Une personne condamnée sur le territoire d'une Partie peut, conformément aux dispositions de la présente Convention, être transférée vers le territoire de l'autre Partie pour y subir la condamnation qui lui a été infligée. A cette fin, elle peut exprimer, soit auprès de l'État de condamnation, soit auprès de l'État d'exécution, le souhait d'être transférée en vertu de la présente Convention.
3. Le transfèrement peut être demandé soit par l'État de condamnation, soit par l'État d'exécution.

**Article 3**  
**CONDITIONS DU TRANSFÈREMENT**

1. Un transfèrement ne peut avoir lieu aux termes de la présente Convention qu'aux conditions suivantes:
  - a. le condamné doit être ressortissant de l'État d'exécution;
  - b. le jugement doit être définitif et il n'existe pas d'autre procès pénal pendant dans l'État de condamnation;
  - c. la durée de condamnation que le condamné a encore à subir doit être au moins de six mois à la date de réception de la demande de transfèrement, ou indéterminée;
  - d. le condamné devra donner son consentement au transfèrement; en cas de jeune âge ou lorsque son état physique ou mental l'exige, ce consentement sera donné par son représentant légal;
  - e. les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation doivent constituer un fait punissable au regard du droit de l'État d'exécution ou devraient en constituer un s'ils survenaient sur son territoire; et
  - f. l'État de condamnation et l'État d'exécution doivent s'être mis d'accord sur ce transfèrement.
2. Dans des cas exceptionnels, les Parties peuvent convenir d'un transfèrement même si la durée de la condamnation que le condamné a encore à subir est inférieure à celle prévue au par. 1.c.

**Article 4**  
**SITUATIONS SPÉCIALES**

Les Parties pourront, pour des raisons humanitaires, conférer le caractère d'urgence à la demande de transfèrement si la personne condamnée souffre d'une maladie grave ou se trouve en phase terminale dûment constatée par certificat médical.

**Article 5**  
**REFUS DU TRANSFÈREMENT**

1. Les États analyseront les demandes et se communiqueront mutuellement leurs décisions.
2. Les États pourront refuser le transfèrement sans exprimer la raison de leur décision.

**Article 6**  
**OBLIGATION DE FOURNIR DES INFORMATIONS**

1. Tout condamné auquel la présente Convention peut s'appliquer doit être informé par l'État de condamnation de la teneur de la présente Convention.
2. Si le condamné a exprimé auprès de l'État de condamnation le souhait d'être transféré en vertu de la présente Convention, cet État doit en informer l'État d'exécution le plus tôt possible après que le jugement soit devenu définitif.
3. Les informations doivent comprendre:
  - a. le nom, la date et le lieu de naissance du condamné;
  - b. le cas échéant, son adresse dans l'État d'exécution;
  - c. un exposé des faits ayant entraîné la condamnation;
  - d. la nature, la durée et la date du début de la condamnation;
  - e. les dispositions pénales en vigueur.
4. Si le condamné a exprimé auprès de l'État d'exécution le souhait d'être transféré en vertu de la présente Convention, l'État de condamnation communique à cet État, sur sa demande, les informations visées au paragraphe 3 ci-dessus.
5. Le condamné doit être informé par écrit de toute démarche entreprise par l'État de condamnation ou l'État d'exécution en application des paragraphes précédents, ainsi que de toute décision prise par l'un des deux États au sujet d'une demande de transfèrement.

**Article 7**  
**AUTORITÉS CENTRALES**

Les Parties désignent comme autorités centrales chargées d'exercer les fonctions prévues dans la présente Convention, pour la Suisse, l'Office fédéral de la justice du Département fédéral de justice et police et, pour la République du Paraguay, le Ministère de la Justice et du Travail.

**Article 8**  
**DEMANDES ET RÉPONSES**

1. Les demandes de transfèrement et les réponses doivent être formulées par écrit.
2. Ces demandes seront présentées par les Autorités centrales avec communication respective au Ministère des Affaires étrangères. Les réponses doivent être communiquées par les mêmes voies.
3. L'État requis doit informer l'État requérant, dans les plus brefs délais, de sa décision d'accepter ou de refuser le transfèrement demandé.

**Article 9**  
**PIÈCES A L'APPUI**

1. L'État d'exécution doit, sur demande de l'État de condamnation, fournir à ce dernier:
  - a. un document ou une déclaration indiquant que le condamné est ressortissant de cet État;
  - b. une copie des dispositions légales de l'État d'exécution desquelles il résulte que les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation dans l'État de condamnation constituent des faits punissables au regard du droit de l'État d'exécution ou en constitueraient s'ils survenaient sur son territoire.
2. Si un transfèrement est demandé, l'État de condamnation doit fournir les documents suivants à l'État d'exécution, à moins que l'un ou l'autre des deux États ait déjà indiqué qu'il ne donnerait pas son accord au transfèrement:
  - a. une copie certifiée conforme du jugement et des dispositions légales appliquées;
  - b. l'indication de la durée de la condamnation déjà subie, y compris des renseignements sur toute détention provisoire, remise de peine ou autre acte concernant l'exécution de la condamnation;
  - c. une déclaration constatant le consentement au transfèrement tel que visé à l'art. 3.1.d; et

- d. chaque fois qu'il y aura lieu, tout rapport médical ou social sur le condamné, toute information sur son traitement dans l'État de condamnation et toute recommandation pour la suite de son traitement dans l'État d'exécution.
3. L'État de condamnation et l'État d'exécution peuvent, l'un et l'autre, demander à recevoir l'un quelconque des documents ou déclarations visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus avant de faire une demande de transfèrement ou de prendre la décision d'accepter ou de refuser le transfèrement.

**Article 10**  
**CONSENTEMENT ET VÉRIFICATION**

1. L'État de condamnation fera en sorte que la personne qui doit donner son consentement au transfèrement en vertu de l'article 3.1.d le fasse volontairement et en étant pleinement consciente des conséquences juridiques qui en découlent. La procédure à suivre à ce sujet sera régée par la loi de l'État de condamnation.
2. L'État de condamnation doit donner à l'État d'exécution la possibilité de vérifier, par l'intermédiaire d'un consul ou d'un autre fonctionnaire désigné en accord avec l'État d'exécution, que le consentement a été donné dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

**Article 11**  
**CONSEQUENCES DU TRANSFEREMENT POUR L'ÉTAT DE CONDAMNATION**

1. La prise en charge du condamné par les autorités de l'État d'exécution a pour effet de suspendre l'exécution de la condamnation dans l'État de condamnation.
2. Lorsque la personne condamnée, une fois transférée, se soustrait à l'exécution, l'État de condamnation récupère le droit d'exécuter le reste de la peine qu'elle aurait eu à purger dans l'État d'exécution.
3. L'État de condamnation ne peut plus exécuter la condamnation lorsque l'État d'exécution considère l'exécution de la condamnation comme étant terminée.

**Article 12**  
**EFFETS DANS L'ÉTAT D'EXÉCUTION**

1. La sanction prononcée par l'État de condamnation est directement applicable dans l'État d'exécution.
2. L'État d'exécution est lié par les constatations de fait, ainsi que par la nature juridique et la durée de la sanction résultant de la condamnation.
3. Toutefois, si la nature et la durée de cette sanction sont incompatibles avec la législation de l'État d'exécution, cet État peut adapter la sanction à la peine ou à la mesure prévue par sa propre loi pour des faits punissables de même nature. Cette peine ou mesure correspond, autant que possible, quant à sa nature, à celle infligée par la condamnation à exécuter. Elle ne peut aggraver par sa nature ou par sa durée la sanction prononcée dans l'État de condamnation ni excéder le maximum prévu par la loi de l'État d'exécution.

4. L'exécution de la sanction dans l'État d'exécution est régie par la loi de cet État. Il est seul compétent pour prendre les décisions concernant les modalités d'exécution de la sanction, y compris celles concernant la durée de la privation de liberté de la personne condamnée et les conditions d'obtention ou de révocation de la liberté conditionnelle.

### **Article 13 CONSÉQUENCES DU TRANSFÈREMENT**

1. Le condamné, lorsqu'il est transféré pour l'exécution d'une peine ou d'une mesure privative de liberté conformément à la présente Convention, ne peut être poursuivi ou condamné dans l'État d'exécution pour les mêmes faits que ceux qui ont donné lieu à la peine ou mesure privative de liberté infligée par l'État de condamnation.
2. Toutefois, la personne transférée pourra être détenue, jugée et condamnée dans l'État d'exécution pour tout fait autre que celui ayant donné lieu à la condamnation dans l'État de condamnation, lorsqu'il est sanctionné pénalement par la législation de l'État d'exécution.

### **Article 14 REMISE**

La remise du condamné par les autorités de l'État de condamnation à celles de l'État d'exécution s'effectue à l'endroit dont les Parties sont convenues.

### **Article 15 GRÂCE, AMNISTIE, COMMUTATION**

Chaque Partie peut accorder la grâce, l'amnistie ou la commutation de la peine conformément à sa Constitution ou à ses autres règles juridiques.

### **Article 16 RÉVISION DU JUGEMENT**

L'État de condamnation, seul, a le droit de statuer sur tout recours en révision introduit contre le jugement.

### **Article 17 CESSATION DE L'EXÉCUTION**

L'État d'exécution doit mettre fin à l'exécution de la condamnation dès qu'il a été informé par l'État de condamnation de toute décision ou mesure qui a pour effet d'enlever à la condamnation son caractère exécutoire.

**Article 18**  
**INFORMATIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION**

L'État d'exécution fournira des informations à l'État de condamnation concernant l'exécution de la condamnation:

- a) lorsqu'il considère terminée l'exécution de la condamnation;
- b) si le condamné s'évade avant que l'exécution de la condamnation ne soit terminée; ou
- c) si l'État de condamnation lui demande un rapport spécial.

**Article 19**  
**TRANSIT**

1. Si l'une ou l'autre des Parties conclut avec un État tiers des conventions pour le transfèrement de personnes condamnées, l'autre Partie doit faciliter le transit sur son territoire des personnes condamnées transférées en vertu de telles conventions.
2. Toutefois, elle peut refuser d'accorder le transit si la personne condamnée est l'un de ses ressortissants ou si l'infraction qui a donné lieu à la condamnation ne constitue pas une infraction au regard de sa législation.
3. La Partie ayant l'intention de réaliser ce transfèrement devra préalablement le notifier à l'autre Partie.

**Article 20**  
**LANGUES ET DISPENSE DE FORMALITÉ**

La demande et les documents s'y rapportant envoyés par l'une des Parties en application de la présente Convention sont dispensés des formalités de légalisation ainsi que de toute autre formalité et sont remis dans la langue de l'État qui les envoie, accompagnés de leur traduction dans la langue de l'État qui les reçoit.

**Article 21**  
**ESCORTE ET FRAIS**

1. L'État d'exécution fournit l'escorte pour le transfèrement.
2. Les frais de transfèrement, y compris ceux de l'escorte, sont à la charge de l'État d'exécution, sauf s'il en est décidé autrement par les deux États.
3. Les frais occasionnés exclusivement sur le territoire de l'État de condamnation sont à la charge de cet État.



4. L'État d'exécution peut toutefois recouvrer tout ou partie des frais de transfèrement auprès de la personne condamnée.

**Article 22  
APPLICATION DANS LE TEMPS**

La présente Convention sera également applicable à l'exécution des condamnations prononcées avant son entrée en vigueur.

**Article 23  
RELATIONS AVEC D'AUTRES ACCORDS**

La présente Convention ne porte pas atteinte aux droits et obligations des Parties découlant des traités d'extradition et autres traités de coopération internationale en matière pénale prévoyant le transfèrement des personnes détenues à des fins de confrontation ou de témoignage.

**Article 24  
ENTRÉE EN VIGUEUR**

1. La présente Convention entrera en vigueur le soixantième (60<sup>ème</sup>) jour suivant la date de la dernière notification par laquelle les Parties se communiquent par écrit et par la voie diplomatique l'accomplissement des formalités légales internes nécessaires à son entrée en vigueur.
2. La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée.

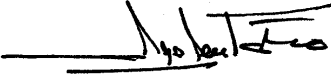
**Article 25  
DÉNONCIATION**

Chaque Partie peut dénoncer la présente Convention à l'autre Partie en tout temps par notification écrite et par la voie diplomatique. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de cette notification.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Assomption, le 30 juin 2009, en double exemplaires originaux, en langue espagnole et en langue française, les deux textes faisant également foi.

**POUR LA  
REPUBLIQUE DU PARAGUAY**

  
**Jorge Lara Castro**  
Ministre Suppléant des Affaires  
Étrangères

  
**LOURDES RIVAS CUEVAS**  
Directora de Tratados

**POUR LA SUISSE**

  
**Emanuel Jenni**  
Ambassadeur



[ SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL ]

**CONVENIO**  
**SOBRE EL TRASLADO DE PERSONAS CONDENADAS**  
**ENTRE**  
**LA REPÚBLICA DEL PARAGUAY**  
**Y**  
**SUIZA**

La República del Paraguay y Suiza, en adelante denominados "Las Partes";

**DESEANDO** un mayor desarrollo de la cooperación internacional en materia de Derecho Penal;

**CONSIDERANDO** que dicha cooperación debe servir a los fines de justicia y reinserción social de las personas condenadas;

**CON EL DESEO** de materializar los objetivos previamente mencionados, teniendo en cuenta el compromiso de ambos Estados en la promoción y protección de los derechos humanos;

**CONSIDERANDO** que estos objetivos exigen que los extranjeros privados de su libertad como consecuencia de haber cometido un hecho punible tengan la posibilidad de cumplir su condena en su medio social de origen; y

**CONSIDERANDO** que la mejor manera de lograr este objetivo es trasladarlos a su país de origen;

**HAN CONVENIDO** lo siguiente:

**Artículo 1**  
**DEFINICIONES**

Para los efectos del presente Convenio, la expresión:

- a. "Condena" significa cualquier pena o medida que implique la privación de libertad dictada por un juez o tribunal, por un período limitado, o en el caso de la legislación suiza, también ilimitado de tiempo, como consecuencia de una sentencia judicial definitiva;
- b. "Sentencia" significa una resolución u orden de un juez o tribunal que imponga una condena;
- c. "Estado de condena" significa el Estado en el cual fue condenada la persona que pueda ser o haya sido trasladada;

- d. "Estado de cumplimiento" significa el Estado al cual la persona condenada pueda ser, o haya sido, trasladada con el fin de cumplir su condena.

**Artículo 2**  
**PRINCIPIOS GENERALES**

1. Las Partes se comprometen a prestarse mutuamente la más amplia cooperación con respecto al traslado de personas condenadas, en conformidad con las disposiciones de este Convenio.
2. Una persona condenada en el territorio de una Parte podrá ser trasladada al territorio de la otra Parte, en conformidad con las disposiciones de este Convenio, para cumplir la condena que le haya sido impuesta. Con este propósito, dicha persona podrá expresar al Estado de Condena o al Estado de cumplimiento su interés en ser trasladada en virtud de este Convenio.
3. El traslado podrá ser solicitado ya sea por el Estado de Condena o por el Estado de cumplimiento.

**Artículo 3**  
**CONDICIONES DEL TRASLADO**

1. Una persona condenada sólo podrá ser trasladada en virtud de este Convenio en las siguientes condiciones:
  - a. la persona condenada deberá ser nacional del Estado de cumplimiento;
  - b. la sentencia deberá estar firme, y no deberán existir otros procesos penales pendientes en el Estado de condena;
  - c. a la fecha de recepción de la solicitud de traslado, a la persona condenada aún deberá restarle al menos seis meses por cumplir la condena, o ésta deberá ser por un período indefinido;
  - d. la persona condenada deberá dar su consentimiento para el traslado; en caso de menores de edad o que su condición física o mental así lo requieran, se realizara por medio de su representante legal;
  - e. los actos u omisiones que hayan dado lugar a la condena deberán constituir un hecho punible en virtud de la ley del Estado de cumplimiento o la constituirían si se cometieran en su territorio; y
  - f. el Estado de condena y el Estado de cumplimiento deberán estar de acuerdo con el traslado.
2. En casos excepcionales, las Partes podrán convenir un traslado, aún cuando el período de condena que le reste por cumplir a la persona condenada sea inferior al especificado en el párrafo 1.c.

**Artículo 4**  
**SITUACIONES ESPECIALES**

Por razones humanitarias y en casos donde las personas condenadas sufran una enfermedad grave o en fase terminal, debidamente acreditada mediante informe médico, las Partes podrán dar carácter de urgencia a los trámites de traslado.

**Artículo 5**  
**DENEGACION DE TRASLADO**

1. Los Estados analizarán las solicitudes y comunicaran sus decisiones mutuamente.
2. Los Estados podrán denegar la autorización del traslado sin expresar la causa de su decisión.

**Artículo 6**  
**OBLIGACION DE PROPORCIONAR INFORMACION**

1. Cualquier persona condenada a la cual se aplique este Convenio deberá ser informada por el Estado de condena sobre la materia del presente Convenio.
2. Si la persona condenada hubiere expresado al Estado de condena su interés en ser trasladada en virtud de este Convenio, ese Estado deberá informar de ello al Estado de cumplimiento a la brevedad posible después de que la sentencia llegue a ser firme.
3. La información incluirá:
  - a. el nombre, fecha y lugar de nacimiento de la persona condenada;
  - b. su dirección en el Estado de condena, si la tuviere;
  - c. una exposición de los hechos en los que se basó la condena;
  - d. la naturaleza, duración y fecha de inicio de la condena;
  - e. las disposiciones penales vigentes.
4. Si la persona condenada hubiera expresado al Estado de cumplimiento su interés, el Estado de condena deberá, a solicitud, comunicar a ese Estado la información contemplada en el párrafo 3 precedente.
5. Deberá informarse por escrito a la persona condenada sobre cualquier medida adoptada por el Estado de condena o el Estado de cumplimiento en virtud de los párrafos precedentes, así como sobre cualquier decisión tomada por cualquiera de los dos Estados con respecto a una solicitud de traslado.

**Artículo 7**  
**AUTORIDADES CENTRALES**

Las Partes designan como Autoridades Centrales, encargadas de dar cumplimiento a las disposiciones del presente Convenio, por parte de la República del Paraguay, al Ministerio de Justicia y Trabajo; y por parte de Suiza, a la Oficina Federal de Justicia del Departamento Federal de Justicia y Policía.

**Artículo 8**  
**SOLICITUDES Y RESPUESTAS**

1. Las solicitudes de traslado y las respuestas deberán efectuarse por escrito.
2. Las solicitudes serán dirigidas por las correspondientes Autoridades Centrales con comunicación a los respectivos Ministerios de Relaciones Exteriores. Las respuestas se comunicarán por los mismos canales.
3. El Estado requerido informará al Estado requirente, a la brevedad posible, de su decisión de aceptar o denegar el traslado solicitado.

**Artículo 9**  
**DOCUMENTACION JUSTIFICATIVA**

1. El Estado de cumplimiento, a solicitud del Estado de condena, proporcionará a este último:
  - a. un documento o una declaración que indique que la persona condenada es nacional de ese Estado;
  - b. una copia de la ley pertinente del Estado de cumplimiento que disponga que los actos u omisiones en virtud de los cuales se haya impuesto la condena en el Estado de condena, constituyen un hecho punible en conformidad con la ley del Estado de cumplimiento, o lo constituirían si fueran cometidos en su territorio.
2. Si se solicitare un traslado, el Estado de condena deberá proporcionar al Estado de cumplimiento los siguientes documentos; a menos que cualquiera de los dos Estados ya haya indicado que no consentirá en el traslado:
  - a. copia certificada de la sentencia y la ley en la que se basó;
  - b. una declaración que indique la duración de la condena que ya haya sido cumplida, incluida información referente a cualquier detención preventiva, remisión de pena y cualquier otro factor relativo al cumplimiento de la condena;
  - c. una declaración en la que conste el consentimiento al traslado a que se refiere el artículo 3.1.d; y

- d. cuando proceda, cualesquiera informes médicos o sociales sobre la persona condenada, información sobre su tratamiento en el Estado de condena y cualquier recomendación para su futuro tratamiento en el Estado de cumplimiento.
3. Cualquiera de los dos Estados podrá solicitar que se le faciliten cualquiera de los documentos o declaraciones a que se refieren los párrafos 1 o 2. precedentes antes de efectuar una solicitud de traslado o tomar la decisión de aceptar o denegar el traslado.

**Artículo 10**  
**CONSENTIMIENTO Y VERIFICACION**

1. El Estado de condena garantizará que la persona que deba dar su consentimiento al traslado en conformidad con el Artículo 3.1.d lo haga voluntariamente y con pleno conocimiento de las consecuencias jurídicas que de ello se deriven. El procedimiento a seguir para otorgar tal consentimiento se regirá por la ley del Estado de condena.
2. El Estado de condena deberá dar al Estado de cumplimiento la oportunidad de verificar, por intermedio de un Cónsul u otro funcionario designado de común acuerdo con el Estado de cumplimiento, que el consentimiento se haya otorgado conforme a las condiciones estipuladas en el párrafo precedente.

**Artículo 11**  
**CONSECUENCIAS DEL TRASLADO PARA EL ESTADO DE CONDENA**

1. El hecho de que las autoridades del Estado de cumplimiento se hagan cargo de la persona condenada tendrá como consecuencia la suspensión del cumplimiento de la condena en el Estado de condena.
2. Cuando la persona condenada, una vez trasladada, se sustrae a la ejecución, el Estado de condena recupera el derecho de ejecutar el resto de la sanción que ella hubiese tenido que cumplir en el Estado de cumplimiento.
3. El Estado de condena ya no podrá exigir el cumplimiento de la condena cuando el Estado de cumplimiento considerare que el cumplimiento de la condena se ha finalizado.

**Artículo 12**  
**EFFECTOS EN EL ESTADO DE CUMPLIMIENTO**

1. La sanción pronunciada por el Estado de condena es directamente aplicable en el Estado de cumplimiento.
2. El Estado de cumplimiento quedará vinculado por los hechos constatados, así como con la naturaleza jurídica y la duración de la sanción resultante de la sentencia.

3. Sin embargo, si la naturaleza o la duración de dicha condena fuere incompatible con la legislación del Estado de cumplimiento, ese Estado podrá adaptar la sanción a la pena o medida establecida por su propia ley para un hecho punible similar. La pena o medida corresponderá en lo posible, en cuanto a su naturaleza, a aquella impuesta por la condena que deba cumplirse. No podrá agravarse por su naturaleza o duración la sanción impuesta en el Estado de condena, ni exceder del máximo prescrito por la ley del Estado de cumplimiento.
4. La ejecución de la sanción en el Estado de cumplimiento se regirá por la ley de ese Estado. Solo ese Estado es competente para tomar decisiones acerca de las modalidades de ejecución de la sanción, incluidas las decisiones relativas a la duración de la privación de libertad de la persona condenada, además las condiciones para el otorgamiento y revocación de la libertad condicional.

### **Artículo 13 CONSECUENCIAS DEL TRASLADO**

1. El condenado, cuando sea trasladado para la ejecución de una pena o medida privativa de libertad conforme con el presente Convenio no podrá ser procesado ni condenado en el Estado de cumplimiento por los mismos hechos que motivaron la pena o medida privativa de libertad impuestas por el Estado de Condena.
2. Sin embargo, la persona trasladada podrá ser detenida, juzgada y sancionada en el Estado de cumplimiento por cualquier otro hecho, que aquel, que ha dado lugar a la sanción en el Estado de condena, en el momento que sea sancionado penalmente por la legislación del Estado de cumplimiento.

### **Artículo 14 ENTREGA**

La entrega del condenado por las autoridades del Estado de condena a las del Estado de cumplimiento se efectuará en el sitio convenido por las Partes.

### **Artículo 15 INDULTO, AMNISTIA, CONMUTACION**

Cada Parte podrá conceder el indulto, la amnistía o la conmutación de la pena en conformidad con su Constitución u otras leyes.

### **Artículo 16 REVISION DE LA SENTENCIA**

Solamente el Estado de condena tendrá derecho a decidir acerca de cualquier recurso de revisión presentado con respecto a la sentencia.



**Artículo 17**  
**FINALIZACION DE LA CONDENA**

El Estado de cumplimiento deberá poner término al cumplimiento de la condena en cuanto el Estado de condena le haya informado sobre cualquier decisión o medida cuyo resultado sea que la condena pierda su carácter ejecutorio.

**Artículo 18**  
**INFORMACION ACERCA DEL CUMPLIMIENTO DE LA CONDENA**

El Estado de cumplimiento proporcionará información al Estado de condena acerca del cumplimiento de la misma:

- a. cuando considere que el cumplimiento de la condena ha terminado;
- b. si la persona condenada se hubiere evadido de la detención antes de que termine el cumplimiento de la condena; o
- c. si el Estado de condena le solicitare un informe especial.

**Artículo 19**  
**TRANSITO**

1. Si cualquiera de las Partes celebrara un Convenio de traslado de personas condenadas con un tercer Estado, el otro deberá colaborar facilitando el tránsito por su territorio, de las personas condenadas, en virtud del presente Convenio.
2. Sin embargo, podrá rechazar el tránsito si el condenado fuera uno de sus nacionales o si el delito que hubiese sido motivo de la condena no estuviere previsto en su legislación.
3. La Parte que tenga intención de efectuar tal traslado deberá dar aviso previo del mismo a la otra Parte.

**Artículo 20**  
**IDIOMAS Y EXENCION DE FORMALIDADES**

La solicitud y los documentos que se entreguen por cualquiera de las Partes en aplicación del presente Convenio serán eximidos de la legalización o de cualquier otra formalidad y serán entregados en el idioma del Estado que los envía, y acompañados de la correspondiente traducción al idioma del Estado que los recibe.

**Artículo 21**  
**ESCOLTA Y COSTOS**

1. El Estado de cumplimiento garantizará la escolta para el traslado.
2. Los costos de traslado, incluyendo aquel de la escolta, serán cargados al Estado de cumplimiento, salvo si se hubiese acordado de otra manera por las Partes.

3. Los gastos ocasionados exclusivamente en el territorio del Estado de condena corren a cargo de ese Estado.
4. El Estado de cumplimiento puede sin embargo solicitar a la persona condenada el pago de la totalidad o de una parte de los gastos de traslado.

**Artículo 22**  
**APLICACION TEMPORAL**

Este Convenio igualmente podrá aplicarse al cumplimiento de condenas dictadas antes de su entrada en vigor.

**Artículo 23**  
**RELACIONES CON OTROS ACUERDOS**

El presente Convenio no afectará a los derechos y obligaciones de las Partes derivados del tratado de extradición y otros acuerdos de cooperación internacional en materia penal que dispongan el traslado de personas detenidas para efectos de careo o de testimonio.

**Artículo 24**  
**ENTRADA EN VIGOR**

1. El presente Convenio entrará en vigor a los sesenta (60) días siguientes a la fecha de la última notificación mediante la cual las Partes se comuniquen, por escrito y por la vía diplomática, el cumplimiento de sus requisitos legales internos necesarios para el efecto.
2. El presente Convenio tendrá una duración indeterminada.

**Artículo 25**  
**DENUNCIA**

Cada Parte podrá denunciar el presente Convenio en cualquier momento por notificación, por escrito y por la vía diplomática a la otra Parte, que surtirá efecto seis meses después de la fecha de recepción de esta notificación.

En testimonio de la cual los abajo firmantes, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, firman el presente Convenio.

Dado en Asunción, el 30 de junio de 2009, en dos ejemplares originales, en idioma español y francés, teniendo todos los textos igual validez y autenticidad.

**POR LA REPÚBLICA DEL PARAGUAY**

  
**Jorge Lara Castro**  
Ministro Sustituto de Relaciones  
Exteriores

  
**LOURDES RIVAS CUEVAS**  
Directora de Tratados

**POR-SUIZA**

  
**Emanuel Jenni**  
Embajador